

13 juillet 2010 - Seul le prononcé fait foi <u>Télécharger le .pdf</u>

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les relations franco-africaines, à Paris le 13 juillet 2010.

Chers amis,

Monsieur le Ministre de la Défense,

Monsieur le Premier Ministre, Cher François,

Messieurs les Ministres,

C'est avec beaucoup de joie que nous vous accueillons avec les Présidents de nos Assemblées. Voici 50 ans, le Général de Gaulle conduisait à son terme le mouvement qu'il avait lui-même initié seize ans plus tôt à Brazzaville. Il ouvrait à vos pays et à vos peuples la voie de l'émancipation, la voie de l'indépendance.

Il m'a semblé que l'anniversaire d'un moment aussi fort de notre Histoire commune méritait d'être relevé.

D'aucuns ont critiqué la proposition que je vous ai faite de nous réunir aujourd'hui, et d'assister demain au défilé du 14 juillet. Ils ont cru y déceler l'expression d'une nostalgie coloniale, ou encore la tentation pour la France de s'approprier la célébration de vos indépendances. C'est un contre-sens absolu, et c'est bien mal me connaître que de penser que je puisse être inspiré par un quelconque sentiment de nostalgie envers une période dont j'ai, plus d'une fois, souligné l'injustice et les erreurs.

L'objet de notre rencontre n'est donc pas de célébrer vos indépendances -vous le faites vousmêmes très bien. L'objet de cette rencontre, c'est de célébrer la force des liens que l'Histoire a tissés entre nos peuples. Et la force de cette rencontre, c'est de construire ensemble notre avenir.

Il y a un peu plus d'un mois, à Nice, j'exprimais le souhait que la France développe une relation avec l'ensemble du continent africain. Je veux le redire :

- La notion de « pré carré » a vécu. La France ne se prétend plus, ne se veut plus être votre partenaire exclusif, ni même, dans certains domaines, votre partenaire principal. Vos pays se sont ouverts à de nouveaux horizons. C'est une bonne nouvelle que tant de gens s'intéressent à l'Afrique. De son côté, la France continuera de s'impliquer de plus en plus dans votre région, dans votre continent et dans d'autres. Tout ceci est normal et sain, je dirais même salutaire.
- D'autre part, l'Afrique a acquis depuis deux décennies un poids nouveau. Vous êtes plus unis, la vigueur de votre démographie, vos richesses naturelles, vos perspectives de croissance : l'Afrique est un acteur majeur du monde d'aujourd'hui. Nous autres, Français et Européens, savons désormais que c'est avec l'Afrique --toute l'Afrique- que nous devons trouver des solutions communes à des défis communs. Et nous savons désormais que c'est du destin de l'Afrique que dépendra notre propre destin. Il y a 12 kilomètres de distance par le détroit de Gibraltar entre l'immense continent africain et l'Europe, ne l'oublions-pas. Je n'oublie pas pour autant tout ce qui nous unit et tout ce qui fait la spécificité de notre relation. Dire ce que je viens de dire qui n'est que la reconnaissance d'une situation de faits me permet de souligner la spécificité de cette relation.

Je sais bien tout ce que la notion-même de « relations privilégiées », de « relations spéciales », charrie de soupçons et de fantasmes. Moi, je crois que notre amitié mérite mieux que ces stéréotypes. La meilleure réponse est que nous assumions ensemble, sans complexe et sans arrière-pensées, cette relation spéciale.

Assumons tout ce qu'un passé tumultueux a suscité entre nous de frustration,

d'incompréhension, de ressentiment parfois, mais aussi de fierté partagée, d'amitié et même de familiarité, au sens vraiment familial des choses. Assumons le fait que ce passé commun a créé entre nos peuples des liens que rien ne saurait dissoudre. Assumons cette part de France qui subsiste, ne serait-ce qu'à travers notre langue commune, en chaque citoyen de vos pays. Et assumons cette part d'Afrique qui vit dans le coeur de très nombreux Français et qu'incarnent, en France, tous nos compatriotes d'origine africaine, auxquels je veux aujourd'hui rendre un hommage particulier.

Demain, nous nous rendrons ensemble sur les Champs Elysées, où des contingents de vos armées ouvriront le traditionnel défilé du 14 juillet. Moi, je suis heureux et je suis fier que des soldats africains de vos armées soient les premiers à défiler sur les Champs Elysées pour la Fête nationale. C'est un honneur, que la France n'accorde qu'à ses amis les plus proches, et c'est une façon pour nous de souligner la force de notre relation.

Il est des dettes qui ne s'éteignent jamais. C'est le cas de celle que la France a contractée envers vos pays, où commença de briller, voici 70 ans, la flamme de la France Libre, et dont les fils ont versé leur sang pour libérer la France. Il était temps de la reconnaître avec toute la solennité qui convient.

C'est également pour témoigner de notre reconnaissance indéfectible envers les Anciens Combattants originaires de vos pays, que nous souhaitons les voir bénéficier désormais des mêmes prestations de retraite que leurs frères d'armes français. C'est une décision que nous avons prise, Monsieur le Premier ministre, ce matin en Conseil des ministres. Egalité parfaite. Mes chers amis,

L'effort de rénovation de notre relation qu'illustre la renégociation des accords de défense qui nous liaient à huit de vos pays, ou encore les engagements souscrits par le secteur privé français à Nice, doit être poursuivi.

Nous devons nous parler librement, de tout, sans tabou, d'égal à égal.

Pour faire face à tous les défis auxquels vous êtes confrontés, vous n'êtes pas seuls.

La France, si vous le souhaitez, demeurera à vos côtés pour vous aider. Par amitié, par solidarité. Mais pourquoi ne pas le dire aussi par intérêt bien compris. Dans un monde où rien de ce qui vous affecte ne peut nous épargner, c'est ensemble que nous réussirons ou ensemble que nous échouerons.

Pour appuyer cette ambition, la France devra maintenir, au cours des prochaines années, et malgré ses contraintes budgétaires, un effort soutenu d'aide publique au développement. C'est indispensable pour répondre aux besoins de vos populations, en matière de santé et d'éducation. En concertation avec vous, nous mobiliserons tous les acteurs publics et privés pour développer l'offre de formation professionnelle dans vos pays. Au cours des trois années à venir, nous consacrerons 180 millions d'euros, pour former 50 000 jeunes Africains par an. La question n'est pas d'octroyer des aides, la question c'est d'aider vos jeunes à acquérir les formations professionnelles qui leur permettront de construire un avenir.

Enfin, plusieurs de vos pays voient leur sécurité et leur stabilité menacées par le terrorisme, les trafics en tout genre et la piraterie. Les engagements que j'ai pris au nom de la France à Nice en matière de coopération militaire -300 millions d'euros sur les trois prochaines années, 12 000 militaires africains formés au maintien de la paix- bénéficieront pleinement à vos armées. Avant de céder la parole au plus ancien, et donc au plus jeune et donc au plus sage d'entre nous, cher Paul, je tiens à vous redire mon amitié. L'honneur que le Premier ministre français, le Président de l'Assemblée nationale, les ministres ici à cette table, ont de partager ce repas avec vous. La France exprimera demain avec des milliers, peut-être des dizaines de milliers de nos compatriotes sa reconnaissance et son attachement aux liens qui nous unissent. Ce sont des fondations solides, qui vont nous permettre de construire un avenir différent.

Je vous remercie d'avoir fait le déplacement, de nous honorer de votre présence et si vous le voulez bien, je voudrais lever nos verres à l'amitié indéfectible entre la France, vos pays et l'Afrique dans son ensemble.